

## 2 Politique

## Premier congrès extraordinaire de DN

## René Ndemezo'Obiang déplore le nouveau découpage électoral

Martina ADA METOULE  
Libreville/Gabon

Le président du parti Démocratie nouvelle (DN), membre de l'opposition se voulant "républicaine", a relevé que la "concertation et le consensus" qui ont prévalu lors des assises d'Angondjé n'ont pas "été de mise" lors de cette opération. Il a ainsi saisi l'occasion pour appeler la majorité à respecter ses engagements dans l'application des Actes du Dialogue politique.



Photo : Wilfred Mbinah

Vue partielle des représentants des partis amis invités.

**DEMOCRATIE** nouvelle (DN), parti qui se réclame de l'opposition "républicaine" tient son premier congrès extraordinaire depuis hier, dans un hôtel de la place. Lors de l'ouverture de ces assises qui ont réuni les militants de l'ensemble du pays, ceux de la diaspora et les représentants des partis amis, René Ndemezo'Obiang a évoqué le mode du nouveau découpage électoral. Se fondant sur "la concertation et le consensus" qui ont prévalu lors du Dialogue politique d'Angondjé sur le principe du découpage électoral, le président de DN a déploré le fait que ces deux éléments n'aient pas "été de mise lorsqu'il s'est agi du découpage lui-même". Ce qui a donné lieu, tel que l'a constaté l'orateur, "à des inégalités évidentes dans la répartition des sièges de députés par province". De ce fait, tout en réitérant la volonté de son parti poli-



Photo : Wilfred Mbinah

Les militants venus de l'ensemble du pays et de la diaspora.

tique et ceux de l'opposition présents ayant pris part au Dialogue, à continuer à respecter leurs engagements pour l'application des Actes, le natif de Bitam a souhaité que "la majorité adopte une attitude identique". Aussi, le chef de file de DN a-t-il également regretté "le retard

pris dans la mise en œuvre des mesures destinées à décriper le climat politique". Revenant sur le congrès proprement dit qui est prévu s'achever ce samedi, René Ndemezo'Obiang a donné les raisons de ces assises. Selon lui, la plus pertinente tourne autour de la

situation politique du pays. Des dysfonctionnements qui, à l'en croire, ont impacté les rapports de forces entre la majorité et l'opposition et les relations au sein de chacun de ces bords politiques. D'où, a-t-il indiqué, "l'impérieuse nécessité pour notre parti d'appréhender correc-



Photo : Wilfred Mbinah

René Ndemezo'Obiang a fustigé le procédé du nouveau découpage électoral.

tement ces changements et de s'adapter afin de pouvoir poursuivre sa marche en avant". Toute chose qui devrait se faire en procédant tout aussi à de "profondes mutations internes tant dans sa structure que dans son fonctionnement", a laissé entendre le numéro un de DN par ailleurs président du Conseil économique, social et environnemental (CESE). En retraçant le parcours de sa jeune formation politique depuis sa création (avril 2016), René Ndemezo'Obiang a affirmé que DN a connu plusieurs situations. Non sans revenir sur l'élection présidentielle d'août 2016 à laquelle il a soutenu Jean Ping, l'orateur a quelque peu effleuré les raisons de son divorce d'avec ce candidat. Pour lui, en participant au Dialogue politique, "DN n'a tiré sur les dos de personne". Aussi, a-t-il constaté qu'entre autres bénéficiaires des

résolutions desdites assises, "ces résistants qui sont en train de faire machine-arrière". Et l'ancien député PDG de Bitam de poursuivre : "Pratiquement tous ont annoncé leur participation aux Législatives, élections organisées sur la base des réformes obtenues au bout d'une haute lutte par ceux qu'ils continuent de traiter de traîtres".

Notons, par ailleurs, qu'au terme des allocutions du secrétaire provincial, des représentants des ligues patriotiques des femmes et des jeunes, de la diaspora et des partis amis, le bureau du congrès a été constitué avec comme président, Norbert Ngoua Mezui ; vice-présidents, Jean de Dieu Mapaga et Chantal Ogoula ; rapporteur général, Hubert Minang Fils, enfin rapporteurs généraux adjoints, Jules Nzemba et Alain Obame Engone.

## Législatives 2018

## Bruno Ben Moubamba candidat à Moabi

AEE  
Libreville/Gabon

C'est à la faveur d'une conférence de presse tenue hier, au siège de son parti sis à Damas, que le président de l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR), a annoncé sa candidature dans le chef-lieu du département de la Nyanga, dans la province de la Nyanga. Il a par ailleurs fait le tour de l'actualité politique gabonaise. Non sans réaffirmer son "alliance objective" avec le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba.

LE président de l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR), Bruno Ben Moubamba, était face aux journalistes, hier. Cela, au cours de la conférence de presse qu'il a animée au siège de son parti, sis à la cité Damas. Au cours de cet échange, le leader de l'ACR a annoncé sa candidature à



Photo : Abel Eyeghe

Bruno Ben Moubamba, le président de l'ACR, face à la presse.

Moabi, dans le département de la Douigny (Nyanga) lors des prochaines Législatives. « La déclaration officielle de cette candidature devrait se faire ce week-end du côté de Moabi », a-t-il indiqué. Occasion pour lui, également, de faire le tour de l'actualité politique nationale. Sur ce plan, Bruno Ben Moubamba a essentiellement donné son analyse de la situation du pays aujourd'hui. Et, selon lui, le

Gabon est dans "un état catastrophique". L'ancien vice-Premier ministre estime que notre pays est « structurellement et opérationnellement en panne dans tous les secteurs du Plan stratégique Gabon émergent, aujourd'hui totalement embourbé. » Soulignant que les maux sont multiples, il a cité pélemêle : « La mauvaise gestion des finances publiques, les grèves dans les secteurs d'activités, la vie chère, le manque d'infrastructures,



Photo : Abel Eyeghe

Une vue des membres du bureau de l'ACR, présents à cette sortie de l'ancien vice-Premier ministre.

une jeunesse à la dérive, une éducation en faillite, etc. » Les responsables de cette situation sont, aux yeux du président de l'ACR, « les membres du gouvernement et certains hauts fonctionnaires de l'administration centrale, qui se disputent le prix du meilleur acteur de télévision. » Face à tout cela, l'ACR condamne l'indifférence du gouvernement. Et Bruno Ben Moubamba appelle ce pan de l'Exécutif à la reprise des projets abandon-

nés, à l'instar du "programme des 10 000 logements et la reconstruction du nouvel ordre urbanistique. » Par ailleurs, l'orateur s'est insurgé contre le non-respect des droits de l'Homme, bafoués dans notre pays. "C'est un échec du gouvernement", a-t-il lancé. De ce fait, le président de l'ACR invite les Gabonais à faire confiance à son parti. Car pour lui, la seule voie qui reste aujourd'hui et qui a encore du sens est celle

de l'ACR. « Le président Ali Bongo Ondimba et moi, a déclaré l'ancien candidat à la Présidentielle de 2016, avons eu une sorte d'alliance objective pour le bien du pays. Pour le moment, elle est intacte. Certes, il a laissé ses pseudo-amis m'écarter de la gouvernance du pays, mais je pense qu'il en constate, comme nous tous, les conséquences négatives, ne serait-ce qu'avec l'arrêt du programme de 10 000 logements par an et le pillage du foncier qui a repris de plus belle. »

Malgré tout cela, Bruno Ben Moubamba reconnaît des avancées positives, comme le remboursement de la dette publique. Tout en croyant aux réformes structurelles dans le secteur de l'économie, le président de l'ACR invite les Gabonais à « s'installer autour du chef de l'État pour apporter chacun la solution au développement du pays, afin que les investisseurs accourent à nouveau au Gabon. »